A CONTRE COURANT
SYNDICAL ET POLITIQUE
ISSN 0997 6922
N° 245 - 1,50 € - Juillet 2013
Pour l'Emancipation Sociale !

Entre fanfaronnade et crainte

Bruxelles l'a exigé, Hollande s'exécute à petits pas. Le rapport Moreau a rendu de «neutres» conclusions. La 4ème contre-réforme des retraites après celles de Balladur, Raffarin, Fillon, est sur la table. De 37,5 annuités à 41 en 2012, il en faudrait désormais 43 voire 44 pour espérer une retraite à taux plein. C'est le prix de 7 milliards à trouver.

Pour y parvenir, les *socialos* comptent claironner que l'âge légal du départ à la retraite reste inchangé et si l'allongement de la durée du travail n'y suffit pas, la baisse des pensions par la désindexation complètera. Quant à la hausse de la CSG, la fin des abattements fiscaux pour les parents ayant 3 enfants et plus, il leur faudra trouver d'autres arguments et du savoir-faire politicien pour faire oublier qu'ils étaient contre les «réformes» précédentes et faire oublier leur capitulation devant le Medef refusant toute hausse des cotisations patronales.

Ils vont également nous bassiner avec leur «courage» gestionnaire pour restreindre la durée d'indemnisation du chômage trop longue à leur goût, au plafond trop haut, pour introduire sa dégressivité en espérant que nombre de chômeurs basculent dans la catégorie des minima sociaux et disparaissent des statistiques du chômage.

Hollande l'a assuré à ses ministres : «*Un mouvement social d'ampleur est évitable*». Regardez l'accord de l'insécurisation de l'emploi, c'est validé sans trop de remous ! Sa méthode : dépolitiser le débat par expert interposé, se présenter en bon gestionnaire et déminer le terrain social et politique. Rassurer d'abord : «*Aucune décision n'est prise*», et, en bon Ponce Pilate, s'en remettre à la conférence sociale, à la bienveillance des collabos qui ont déjà sévi. Ces petits calculs politiciens des mauvais coups assénés pendant l'été suffiront-ils ? Pas sûr ! C'est pourquoi Hollande veut éviter la mobilisation des bataillons de la SNCF, d'EDF et de certains services publics. Donc, pas touche aux régimes spéciaux et au mode de calcul des retraites des fonctionnaires ?...

N'empêche, des députés s'affolent, tel Menucci : «*La retraite c'est le patrimoine des Français qui n'en ont pas !*» ou la bande à Bartolone : attention ! «*Le climat est anxiogène, la retraite peut être le point de basculement*», il faut éviter le «*risque d'un mouvement social*». Quant à Ayrault il en reste à la langue de bois : ces «*réformes*» de «*justice*» permettront de «*construire un modèle de gauche durable*» (!). Hollande se rêvait en Schröder mais il risque de se réveiller en Papandréou car ses recettes prises dans les poches du peuple ne juguleront pas la récession et seront insuffisantes pour rembourser la dette de 1 800 milliards ! Il ne lui reste qu'à naviguer entre fanfaronnade et crainte tout en agitant la peur du FN, assurant ainsi sa progression. Pour les socialos, confrontés aux prochaines élections, l'avenir n'est pas très réjouissant... mais d'ici là le ciel social se sera peut-être éclairci.

Déliquescence de l'ordo-libéralisme allemand et césarisme européen

Pour comprendre la spécificité de l'Allemagne et saisir l'impossibilité de sa transposition en tant que «modèle», l'évocation du libéralisme régressif mené par Gérard Schröder fausse, pour partie, la perspective. En fait, les politiques néolibérales effritent les particularités du «modèle» allemand historiquement construit. Une brève rétrospective s'impose pour en comprendre les ressorts et les faiblesses au regard de la «construction» européenne dont l'édifice est en passe de se lézarder sous les effets conjugués de son élargissement, de la domination du capital financier et de la crise de 2008.

L'Allemagne, une construction nationale spécifique

C'est après les guerres napoléoniennes dévastatrices[1] et sous l'impulsion du printemps des peuples (1848) par lequel s'affirme le principe des nationalités que l'Allemagne se projette en tant que nation. Certes, l'impulsion prussienne sous Bismarck est décisive mais la méthode choisie l'est également : dès 1834, est instituée une **union douanière** entre les différents «pays». Cette **unification par le marché** maintient une répartition des ressources capitalistes et culturelles sur tout le territoire qui, à la différence de la France jacobine, ne connaît pas d'hypercentralisation. L'autoritarisme prussien présent dans l'armée se manifeste surtout à l'encontre de la montée du mouvement ouvrier et de la social-démocratie vis-à-vis desquels des concessions sociales sont octroyées pour mieux les contenir.

Cette **tardive unification** de l'Allemagne s'est conjuguée avec la **quasi-absence de colonies.** Ce pays décentralisé, d'essor capitaliste tardif, à la différence de l'Angleterre et de la France, n'eut que des miettes d'empire colonial (Togo, Cameroun, Nouvelle Guinée…). Il fut d'abord un **pays d'émigration** aux Etats-Unis (16.5% d'Américains sont d'origine allemande), en Argentine, au Chili et dans les pays de l'Est de l'Europe. C'est dans ces conditions que l'essor du capitalisme allemand rencontre la rivalité française qui aboutit à la guerre de 1870 où Bismarck, non seulement s'empare de l'Alsace-Lorraine, mais permet aux troupes versaillaises d'écraser la Commune de Paris. Si le capitalisme allemand s'est développé dans l'ombre du militarisme prussien, il s'est nationalisé en faisant prévaloir le **droit du sang** sur le droit du sol. Cette conception ethnique de la citoyenneté permit l'unification expansionniste tout en préservant des liens avec la diaspora.

La République de Weimar, construite après la défaite allemande, résulte d'une trahison-compromission de la social-démocratie avec l'aile militariste de la bourgeoisie et des Junkers pour écraser la révolution allemande[2]. On sait ce qui en a résulté. Les réparations de guerre démesurées, l'occupation française de la Sarre, l'humiliation et le désir de revanche puis les effets catastrophiques de l'inflation et de la crise de 1929-1930, provoquèrent la montée du nazisme et la guerre.

En 1945, l'Allemagne est divisée. La République fédérale de l'ouest comprend dix *Länder*. En 1948-49, le plan Marshall soustrait les pays européens à l'attraction de l'URSS tout en voulant éviter la reconstruction d'Etats européens rivaux contestant la domination américaine. Tout en rejetant le centralisme nazi, les Allemands vont s'y plier en prônant **l'ordo-libéralisme**. Cette doctrine rejette l'interventionnisme d'Etat, favorise la concurrence par la régulation marchande, tout en institutionnalisant la négation de l'antagonisme de classes. Ce dernier principe est mis en place avec d'autant plus de facilité que, outre les épreuves sanglantes subies, il rencontre l'existence de fortes corporations qui sont toujours vivaces ; à la différence de la France, il n'y eut pas de loi Le Chapelier les interdisant. C'est dans cet espace «préservé» que va se développer la cogestion. Les branches professionnelles vont permettre à la fois la négociation de **conventions collectives** tout en limitant la concurrence et le droit de grève : pendant toute la durée des accords, les conflits sociaux sont interdits dans les branches concernées. Il s'agit, sous couvert de l'idéologie de cogestion qui la sous-tend, de défendre la compétitivité allemande. Cette collaboration provoque un dualisme du marché du travail. Il y a ceux qui sont couverts par des conventions collectives (62% des salariés du privé contre 98% en France) et ceux qui ne le sont pas. L'Etat n'intervient pas dans le domaine du droit du travail. Ainsi, sauf à supposer qu'il soit fixé prochainement, il n'y a pas de SMIC allemand : en 2010, 3 millions de salariés perçoivent des salaires inférieurs à 6 euros de l'heure alors qu'à la même période, le SMIC français était de 8/9 euros.

Autre particularité de l'ordo-libéralisme qui servit de modèle dans les premiers pas de la construction européenne : l'indépendance de la banque nationale. Il s'agissait de tuer dans l'œuf toute tendance inflationniste, de triste mémoire, et par voie de conséquence de contenir les salaires, ce qui permit le développement du capitalisme financier et procura un avantage compétitif à l'industrie. C'est ce «modèle» sur lequel s'appuyèrent les euro-américains tels Jean Monnet, la fondation Ford, pour construire l'Europe des élites arrimée au char états-unien. Europe zone de libre-échange ou Europe des Etats, l'Europe fut tiraillée entre deux conceptions contradictoires. Depuis, la mondialisation financière et la crise de 2007-2008 ont modifié les paramètres bien que les «forces et faiblesses» allemandes proviennent toujours des mêmes caractéristiques historiques.

Une puissance issue de ses propres «faiblesses»

La **puissance allemande** est incontestable surtout depuis la réunification qui s'est traduite par une annexion de sa partie orientale et une conquête économique de sa périphérie immédiate à l'Est, lieu de délocalisations et de sous-traitances. Mais, indépendamment de ces données issues de l'effondrement du mur de Berlin et de l'introduction des politiques néolibérales sous Kohl et surtout sous Schröder, le décollage de l'économie résulte des particularités de l'ordo-libéralisme.

La **«cogestion»** tout d'abord, cette forme de collaboration de classes où les ouvriers ont le sentiment d'être acteurs dans leurs entreprises : les projets d'expansion, de modernisation industriels doivent recevoir l'approbation des salariés dans les comités d'entreprise constitués à partir de 5 salariés (en France, 50). Ces derniers possèdent un droit de veto (en France, ils émettent des avis) en matière d'horaires de travail, de congés, de rémunérations et de promotions. On est loin du management autoritaire et hiérarchique à la manière française ou anglo-saxonne d'autant que les représentants des salariés sont présents dans les instances dirigeantes. Cette structure duale des entreprises, où les syndicats siègent à côté des actionnaires au sein du directoire et du conseil de surveillance, est somme toute l'un des facteurs clés de la compétitivité allemande, surtout si on l'articule avec la coopération interentreprises et la banque-industrie, ces deux autres ressorts typiques qui, avec la mondialisation, sont entrés en crise.

C'est dans la vivacité d'un corporatisme remis à l'honneur après guerre qu'il faut chercher les raisons de cette coopération qui a permis la mise en œuvre d'un système de normes visant la standardisation et la qualité des produits. Pour ce faire, les patrons allemands disposent (disposaient…) de 400 experts spécialisés et de 20 000 professionnels dans différentes sociétés, animant des groupes de travail interentre-

prises afin d'assurer, de maintenir l'avantage compétitif de l'Allemagne. Ainsi, la recherche dans le secteur privé, représente 1.7% du PIB (1.1% en France), le secteur public dans ce domaine, intervenant à hauteur de 2.5% du PIB (2.1% en France).

Ce système de coopération capitaliste fut longtemps renforcé par les **liens** étroits tissés entre **les banques et les entreprises,** même s'ils ont perdu de leur importance ces 20 dernières années. Auparavant, les banques regroupaient 84% des droits de vote des actionnaires dans les assemblées générales de 24 grandes sociétés. Lorsque les actions étaient en baisse, elles se rattrapaient sur les revenus tirés de l'endettement des entreprises auxquelles elles apportaient leur concours sous forme de prêts. Depuis une loi de 1992, leur droit de voter pour le compte des actionnaires qui leur confiaient leurs titres a été retiré aux banques. Cette mesure ne fit qu'accompagner l'internationalisation du capital financier et le développement à l'étranger des multinationales allemandes qui, différenciant leur sources de financement, ont racheté des sociétés et se sont développées à l'étranger.

Toutefois, le poids persistant des corporations qui demeure renvoie à la prédominance de **l'apprentissage** dans le **système éducatif**, à la valorisation des métiers manuels, aux possibilités de promotion à l'intérieur des entreprises et au possible retour à l'enseignement des postulants, pouvant disposer d'une certaine mobilité sociale interentreprises. Ce système est entré en crise sous l'effet de plusieurs facteurs : contraintes financières des entreprises, évolution des métiers (robotique…). Face à la désaffection des patrons à embaucher des apprentis, le gouvernement fédéral s'est senti obligé de réagir en instituant une taxe d'apprentissage applicable aux entreprises n'accueillant pas suffisamment de candidats. Il n'empêche, 300 000 jeunes sont désormais en situation d'attente, mis en réserve dans des dispositifs de formation-parking et, bien évidement, ne figurent pas dans les statistiques du chômage. Ce constat renvoie de surcroît aux spécificités de l'éducation en Allemagne : pas de collège unique, pas d'école uniforme, chaque *Land* ayant son propre système, un faible nombre de jeunes poursuivant des études supérieures (25.7% en Allemagne contre 43% en France en faculté, BTS, DUT). C'est d'ailleurs ce qui explique le moindre poids des dépenses publiques d'éducation en Allemagne (4.8% du PIB en 2008 contre 6% en France) et ce, malgré de meilleures rémunérations des enseignants. Malgré tout, et par l'effet d'un plongeon démographique, le taux de chômage des 15-24 ans est faible (8.6% contre 22.1% en France). Pour en rendre compte, d'autres spécificités se doivent d'être évoquées.

Un pays conservateur, voire réactionnaire

De 1949 à 1963, le gouvernement Adenauer a contribué à instituer une véritable chape de plomb conservatrice sur la société allemande. Dans la continuité de ce qui existait avant guerre, et malgré le droit de vote accordé aux femmes dès 1919 (sous l'impulsion de la social-démocratie allemande révolutionnaire avant qu'elle ne trahisse[2]), la règle non écrite pour les femmes demeure : *«Kinder, Küche, Kirsche»*. De fait, elles doivent choisir entre la carrière professionnelle ou leur rôle de mère, et celles qui travaillent sont encore considérées comme mères-corbeaux (mauvaises mères). Cette inégalité renvoie certes à la faiblesse des infrastructures de garde qui ne concernent que 18% des enfants (41% en France), à l'absence d'écoles maternelles, au fait que les écoles primaires qui ne dispensent pas de cours l'après-midi sont rarement dotées de cantines scolaires. L'idéologie de la mère au foyer attachée à sa cuisine et à l'obligation d'assister aux offices religieux, est d'autant plus prégnante que les structures sont contraignantes. A cela, il convient d'ajouter l'hostilité des dominants à la hausse des dépenses publiques. De ce «retard» allemand dans la revendication de l'égalité hommes-femmes résulte la croissance de la dualisation du marché du travail et des inégalités de revenus.

Les femmes, lorsqu'elles travaillent, exercent dans les services, les branches les moins protégés comme les hôtels, restaurants, cafés… 3 millions d'entre elles sont payées à moins de 6 € de l'heure, ce qui explique le faible coût des services outre-Rhin. Le travail à temps partiel concerne 45% d'entre elles contre 33%, en 1995. Les écarts de salaires se sont donc accrus entre hommes et femmes (23% contre 16% en France, en 2010). Cette réalité, en contradiction avec l'évolution qu'a connue l'ensemble des pays européens à l'ouest, renvoie à la **faible natalité** en Allemagne (83% des femmes occupant un premier emploi n'ont pas d'enfants, 17% ont 1 ou 2 enfants) et, par conséquent, à la **baisse démographique**. Une génération de jeunes allemands ne représente que 730 000 personnes (contre 800 000 en France); le couple allemand a 1.8 enfant en moyenne contre 2.03 en France. Le renouvellement démographique n'est plus assuré.

Désormais, avec l'impact des mesures mises en œuvre sous Schröder[3], le taux de pauvreté a bondi entre 1999 et 2006, de 10.5 à 14.6%. Ces revenus, inférieurs à 60% du revenu médian, contrastent avec l'enrichissement des plus riches. Par ailleurs, il devient difficile, pour l'industrie comme pour les services publics et privés, de trouver des jeunes qualifiés. Avec la crise dans les pays du Sud et les politiques «austéritaires» mises en œuvre, on assiste à l'émigration des cerveaux européens vers l'Allemagne. Mais la politique d'intégration défaillante jusqu'ici, notamment vis-à-vis des Turcs, laisse augurer de nouvelles difficultés sur fond de renforcement **du racisme et de la xénophobie**. Les médias mènent campagne contre les *«paresseux, corrompus et inefficaces»* peuples grec et plus généralement latin; ces dérapages chauvins sont relayés par les partis libéral (FDP) et conservateur (CSU en Bavière). Ces apprentis sorciers s'appuient sur les réflexes frileux d'une population vieillissante, celle qui a pu bénéficier de l'époque des Trente Glorieuses et de l'ordo-libéralisme, possédant une épargne excessive qu'elle craint de voir s'effondrer.

L'Allemagne demeure en effet un **pays conservateur** modelé par le **christianisme «social»**[4], pour limiter, réprimer les ardeurs révolutionnaires revendicatives de la classe ouvrière. Dotées de nombreuses œuvres sociales, les églises possèdent un ancrage populaire indéniable qui compense une intervention restreinte de l'Etat en matière de dépenses publiques. La démographie déprimée, les investissements publics insuffisants renvoient à la réalité d'un Etat fédéral «faible» et à cet engouement paradoxal pour **l'écologie.**

En effet, il faut chercher son origine historique et culturelle dans le romantisme allemand, dans cette nostalgie d'une nature vierge en contradiction avec la densification urbaine; dans cette Allemagne décentralisée de l'étalement urbain, la nouvelle génération bobo issue d'après-guerre s'est inquiétée, là plus qu'ailleurs, de la gravité de la crise écologique. Sur la base de la mobilisation de 1968, les *Grünen* se sont développés rapidement et, grâce au scrutin proportionnel, ont pu former un groupe parlementaire dès 1987. Ils ont adopté sans état d'âme le cours social-libéral de Schröder (tout comme les partis conservateurs mus par le refus de l'intervention étatique) et ont pu faire avaliser, après

son rejet dans l'opinion, la sortie du nucléaire (2011), le recyclage des déchets, le recours à l'énergie solaire… qui ont bénéficié de mesures fiscales incitatives, désormais mises en cause pour des raisons de restriction budgétaire et de concurrence chinoise.

Le fameux modèle allemand est donc un mythe. Que l'on se réfère à l'ordo-libéralisme ou au social-libéralisme de Schröder/Merkel, l'on rencontre toujours un pays vieillissant et cette fois, une nouveauté, les inégalités de territoires, que la réunification n'a fait qu'amplifier. En tout état de cause, l'ordo-libéralisme, comme «l'Etat-social» des *Trente Glorieuses* en France, est entré en déliquescence sous les effets conjugués de la crise des années 70, de la mondialisation financière et de la construction de l'Europe.

Briser le césarisme européen. Est-ce possible ?

A l'origine, l'Europe s'est construite sur la base de l'ordo-libéralisme, c'est-à-dire sur la base de normes et de traités le traduisant et construisant par là-même un marché de libre-échange. Il s'agissait, en somme, de mettre hors de portée du parlementarisme de chaque Etat, l'organisation économique, à savoir la propriété privée, la concurrence et la stabilité des prix, pour mieux comprimer les hausses salariales. Cette construction politique du marché a pu assurer une certaine croissance avant la crise des années 1970 et dans les premiers temps de la mondialisation libérale. Or, si l'Europe est désormais en situation d'échec économique et politique, elle n'en possède pas moins une **structure juridico-bureaucratique** bloquant toute évolution malgré ses aspects mortifères. En effet, la concurrence sociale et fiscale que se livrent les Etats européens entre eux, le recours aux paradis fiscaux qu'utilisent les filiales des transnationales, les banques et les riches particuliers, les systèmes économiques et sociaux différents auxquels on impose des règles, ne produisent pas de solution politique commune. L'Europe politique apparaît impensable ou du moins infaisable. Les tractations en cours pour un gouvernement économique commun, la lutte concertée contre les paradis fiscaux ou une politique fédérale européenne, se heurtent aux égoïsmes nationaux et d'abord à l'hégémonie allemande, bien qu'elle soit elle-même de plus en plus fragilisée. Comment défaire ce qui a été considéré comme la panacée néolibérale, alors même que les Etats, tous plus ou moins endettés, sont dans une impasse ?

Le premier obstacle est constitué par les normes mises en place et la juridiction pour les faire respecter. Le pouvoir judiciaire de la Cour de Justice de la Communauté Européenne est considérable. S'appuyant sur les «cinq libertés fondamentales» issues des traités européens, à savoir la libre circulation des biens et des personnes, des services et des marchandises ainsi que la libre concurrence, elle a constitué une jurisprudence opposable à toute législation nationale contraire. Ainsi, s'est installé, au cours du temps, par un travail d'interprétation, un système normatif, véritable constitutionnalisme de marché. Au regard des libertés dites fondamentales, l'on a assisté à la remise en cause de la protection sociale, du droit de grève, de la liberté syndicale et même du droit pénal. Ainsi, la nécessité de la libre prestation de services l'emporte sur le droit de grève et il en est de même pour la liberté d'établissement des entreprises vis-à-vis des conventions collectives nationales. Bref, la liberté du capital domine, assujettit le droit du travail.

La déconstruction de cette machine de guerre suppose, pour le moins, la révision des traités européens, infaisable en l'état puisqu'elle nécessite la majorité ou l'unanimité des Etats.

Qui plus est, la construction européenne, c'est aussi la mise en place de structures bureaucratiques sans légitimité démocratique (dans le sens restreint du parlementarisme bourgeois). Que ce soit la Commission Européenne, le Conseil des Chefs d'Etat et de gouvernement ou, mieux, la Banque Centrale Européenne, ces organismes exécutifs et législatifs (qui agissent par directives) échappent pour l'essentiel au contrôle des députés nationaux. Ce **césarisme bureaucratique** est au service de la domination du capital financier et des transnationales. Dans ces conditions, et même si l'on assistait à un coup de force du Parlement croupion européen, le fédéralisme européen (ces Etats-Unis européens sous domination allemande dans la zone euro !) est un mot d'ordre réactionnaire. Cette construction n'est possible que si un Etat parvient à imposer aux autres sa suprématie économique et politique. A la limite, les dirigeants européens ne peuvent se mettre d'accord que contre les intérêts des peuples européens et accessoirement contre les Etats les plus faibles (Grèce, Chypre…) ainsi que contre leurs rivaux internationaux. On en est loin puisque l'on assiste plutôt à la défaisance de l'Europe libérale sous l'égide de l'euro et à la résurgence des nationalismes sous l'effet de la crise et de la récession provoqué par les politiques «austéritaires».

C'est que, dans chaque pays, l'Etat n'est pas la simple émanation de la bourgeoisie. Il est un champ de compromis entre différentes classes et fractions de classes, où la fraction dominante doit composer et réaliser un équilibre de rapports de forces pour maintenir son hégémonie. Autrement dit, ce n'est pas parce qu'il y aurait une unification économique que s'imposerait une unification politique; dans la configuration actuelle, c'est plutôt l'inverse qui se produit, à savoir la résurgence d'une lutte de classes qui déstabilise les forces dominantes. D'où les replis nationaux (Royaume-Uni, Irlande), les discours xénophobes et nationalistes (Hongrie…), l'intransigeance vis-à-vis des mouvements sociaux (Grèce, Espagne, Portugal…) ou encore **l'apparente volonté** de certains Etats endettés de faire la chasse aux délits fiscaux, au secret bancaire, voire aux paradis fiscaux. Elle est de fait, à ce sujet, l'expression de la contradiction entre le caractère cosmopolite de la liberté du capital et celui, national, de chaque Etat endetté.

Si l'Allemagne a tiré profit de son unification et de son expansion à l'Est, si elle a su bénéficier de la crise compte tenu du poids de son appareil productif et du recours massif au chômage partiel lui permettant de conserver le savoir faire de ses ouvriers (en 2009, 1.5 million de travailleurs au chômage partiel contre 275 000 en France) maintenant aussi le pouvoir d'achat et la demande intérieure, sa puissance s'est exercée au détriment de ses «partenaires» européens déclenchant ce qu'il est convenu d'appeler des sentiments germanophobes. L'entêtement dans des politiques «austéritaires» qu'elle entend faire prévaloir, plonge la zone euro dans la récession et, de fait, empêche tout désendettement public. En mai 2012, Joschka Fischer le reconnaissait en ces termes «*Il serait à la fois tragique et ironique (!)… que l'Allemagne réunifiée pour la troisième fois…. soit la ruine de l'ordre européen*».

A ce sombre tableau, il faut ajouter l'effet massif de la hausse de l'euro face au dollar (encore plus vis-à-vis du yen japonais…). En 2000, 1 euro s'appréciait 0.90 dollar, en 2010, 1 euro valait 1.5 dollar, autrement dit, en 2000, une heure de travail US coûtait 17% plus

cher qu'une heure de travail en France ; en 2010, le retournement est stupéfiant : une heure de travail US vaut 14% de moins qu'une heure de travail en France. Et c'est précisément maintenant que les Etats-Unis veulent imposer à l'Europe un traité de libre-échange déséquilibré. Ce constat prouve que la logique capitaliste de libre concurrence s'articule toujours autour des Etats dominants et impérialistes.

Cette logique de domination du capitalisme financiarisé peut-elle être remise en cause ? A coup sûr, elle ne peut l'être par cette Gauche de Droite libéralisée. En atteste le précédent de 1999 à 2010, période pendant laquelle les gouvernements dits socio-démocrates étaient majoritaires (12 sur 15).

Ce qui est sûr, c'est que la crise, occasion pour la classe dominante d'imposer des reculs sociaux sans précédent (en Grèce, les salaires ont chuté de 45%), a provoqué d'intenses mobilisations dans l'Europe du Sud. Les pays du centre vont-ils suivre ? Rien n'est certain. En tout cas, les légitimités électorales s'affaiblissent, le recours à l'union sacrée «gauche»/droite s'exerce contre les peuples récalcitrants, les blocs historiques faits d'alliances des classes dites moyennes sous la coupe de la bourgeoisie capitaliste se désagrègent. Des forces chauvines, xénophobes, nationalistes attirent une partie d'entre elles vers des solutions rétrogrades, voire réactionnaires. L'Europe «austéritaire» pour se maintenir ne peut être qu'une Europe autoritaire.

A contrario, la précarisation de l'ensemble des sociétés suscite la mobilisation «d'indignés». Ils sont porteurs, avec les classes populaires en lutte, d'une possible rupture avec l'Union Européenne, sur une base internationaliste de classe. L'Alter-sommet qui se tiendra à Athènes les 8 et 9 juin prochains permettra d'en mesurer l'impact réel.

Gérard Deneux, le 25.05.2013

Sources pour cet article :

«Savoir Agir» n° 23 «Europe, la dictature de l'austérité».

«*Made in Germany*» de Guillaume Duval – éditions du Seuil.

Notes :

1) 3 millions de morts dont nombre d'Allemands.

2) Lire à ce sujet «*Allemagne 1918. Une révolution trahie*» Sébastian Haffner – éd. Complexe.

3) Voir mon article précédent (ACC n° 244) «Etre ou ne pas être germanophile».

4) Lire à ce sujet «Le Vatican, l'Europe et le Reich» Annie Lacroix-Riz – éd. Armand Colin. Les prêtres sont des «fonctionnaires» rémunérés en partie par l'Etat qui se finance par un impôt spécial. L'Allemagne est un pays concordataire plutôt que laïc à la française.

Depuis de nombreuses années, les éditos d'A Contre Courant et d'Alternative Libertaire sont publiés dans les deux revues. Exceptionnellement, ce n'est pas l'édito du numéro 229 (Juin 2013) d' *"Alternative libertaire"* que nous publions ci-dessous, mais un extrait du *«dossier antifascisme»* paru dans ce numéro de juin (le dossier intégral est en ligne sur le site d'AL ; pour s'abonner un an (11 numéros) : chèque de 20 euros à adresser à *"Alternative libertaire"* BP 295 75921 PARIS cedex 19.

Dans ce numéro 229, imprimé avant l'assassinat de Clément Méric, *Alternative libertaire «dresse un état du fascisme et des ripostes organisées pour le combattre»*, souligne que face à la montée de l'extrême-droite *«une riposte sociale, unitaire et anticapitaliste est plus que jamais nécessaire»* et signale que depuis février dernier une coordination nationale contre l'extrême-droite (Conex) se construit à l'initiative de plusieurs collectifs et associations. D'autres groupes et coordinations se sont structurés depuis l'assassinat de Clément Méric. La lutte contre la montée de mouvements non seulement fascistes, mais aussi néo-nazis, était à l'ordre du jour de l'alter sommet des 7 et 8 juin à Athènes (voir pages 6 à 8).

Violences fascistes : Ils ne frappent pas au hasard !

En marge des récentes manifestations homophobes, l'agression de deux personnes le 17 avril dernier dans un bar gay de Lille par trois boneheads (skinheads d'extrême droite) a mis en lumière, du fait d'une couverture médiatique nationale, le retour d'une pratique constitutive de l'extrême droite : les intimidations et violences physiques.

Sur fond de recomposition de l'extrême droite radicale, les nationalistes, identitaires, solidaristes, catholiques traditionalistes et autres nostalgiques du pétainisme se livrent à une surenchère militante pour s'assurer une position dominante à droite du Front national. Avec pour conséquence directe la multiplication des provocations et actions coup de poing, souvent largement relayées par Internet sur la fachosphère[1].

La propagation de la peur est un moteur efficace de mobilisation à l'extrême droite et la thématique de l'«islamisation» supposée de la société un outil de propagande passant par des actions parfois spectaculaires comme l'occupation du chantier d'une mosquée à Poitiers en octobre 2012 par Génération identitaire. De fait, ces dernières années, nombre de lieux de culte musulmans, mosquées ou salles de prières, ont été saccagés ou recouverts de tags en tous genres : croix gammées ou celtiques, Sieg[2] et autres éléments visuels du folklore du nazillon de base. Mais tous les militants fascistes ne sont pas versés dans la décoration et certains préfèrent les vieilles bonnes actions à l'ancienne : intimidations verbales et physiques de personnes racisées comme récemment à Lyon (en novembre et décembre 2012 puis en mai 2013) de la part de militants du Groupe union défense (Gud) local.

Les questions ayant trait aux libertés sexuelles excitent tout autant l'extrême droite, essentiellement des groupes proches des traditionalistes catholiques comme en témoignent les tentatives de perturbation de manifestations de type marche des fiertés lesbiennes, gays, bi, trans ou intersexes, ou les prières de rue devant des hôpitaux pratiquant des IVG. En février 2010 huit plaintes avaient été déposées suite aux agressions subies lors d'un kiss-in organisé sur le parvis de Notre-Dame le jour de la Saint-Valentin. À Paris toujours, l'année dernière, des incidents ont eu lieu en marge de la Gay Pride aux abords de Saint-Nicolas-du-Chardonnet.

La stratégie de la terreur

Mais c'est encore les milieux libertaires et d'extrême gauche, parce qu'ils sont les plus actifs dans l'antifascisme, qui voient leurs militants et militantes et/ou sympathisants, leurs locaux ou tout simplement des lieux publics dans lesquels ils ou elles ont leurs habitudes, être les cibles de choix des agressions des fascistes. En décembre 2011 puis mars 2012, des lycéens du Lycée autogéré de Paris (le Lap) sont agressés par des militants du Gud, à Toulouse les locaux de la CNT sont pris pour cible en mai 2011, un mois plus tard à l'occasion de la fête de la musique c'est un concert de Zep que des Identitaires tentent d'interrompre à coup de torches fumigènes. À Besançon, en juin 2012, des «expéditions punitives» de boneheads dans des bars ou sur des terrasses de cafés sont même filmées par les agresseurs eux-mêmes puis diffusées sur internet.

Ces actes ne sont malheureusement pas isolés et on note sur le terrain une recrudescence des actes de violence commis et revendiqués par des groupuscules d'extrême droite contre leurs ennemi-e-s désigné-e-s : les racisé-e-s, les homosexuel-le-s, les «gauchistes»… mais jamais l'État ou le capital !

Un militant antifasciste

1) Regroupement des outils informatisés (blogs, sites web, comptes Twitter ou Facebook) utilisés comme relais d'idées ou moyens de contact par l'extrême droite pour communiquer et propager ses idées.

2) De l'allemand «victoire», en référence au salut nazi Sieg Heil.

***«L'Alter Summit»* a été une étape dans la construction d'un mouvement unitaire pour une Europe démocratique, sociale, écologique et féministe. Nous publions ci-dessous le manifeste adopté les 7 et 8 juin à Athènes qui est une plate-forme syndicale et sociale sur une liste limitée de revendications communes et urgentes.**

Manifeste de l'alter sommet d'Athènes des 7 et 8 juin 2013

Manifeste des peuples : revendications communes et urgentes pour *une Europe démocratique, sociale, écologique et féministe !*

Mettons un terme à l'austérité et exigeons une véritable démocratie !

L'Europe est au bord du gouffre. Les politiques d'austérité ruinent les peuples, menacent la démocratie et démantèlent notre modèle social. Les inégalités croissantes sapent la cohésion sociale. La crise écologique s'accroît et de graves crises humanitaires frappent les pays les plus touchés. Les femmes et les jeunes sont frappés de plein fouet. Des méthodes de plus en plus autoritaires sont appliquées par une oligarchie européenne pour maintenir un système néolibéral en faillite, malgré les résistances et protestations populaires. La démocratie et la paix sont menacées; Le nationalisme, ainsi que les discriminations religieuses, racistes, homophobes ou sexistes se développent à mesure que la crise s'approfondit chaque jour davantage. L'existence même de l'Union européenne est menacée par des politiques qui mettent à mal la solidarité entre les peuples.

Il est désormais urgent de refonder l'Europe sur des principes d'égalité, de solidarité, et de véritable démocratie. Les gouvernements européens et institutions de l'UE gouvernent actuellement pour le compte des marchés financiers au mépris de la souveraineté populaire : ils doivent être placés sous contrôle démocratique. L'intérêt général doit primer, ainsi que la satisfaction des besoins sociaux et écologiques. Ces principes sont les bases sur lesquelles nous formulons nos revendications pour une Europe démocratique, sociale, écologique et féministe, solidaire avec les autres peuples du monde.

En finir avec l'esclavage de la dette

La dette publique résulte de choix économiques et politiques qui sont toujours à l'ordre du jour des gouvernements et institutions européens : des décennies de réformes fiscales régressives ont délibérément bénéficié aux plus riches et fait chuter les recettes fiscales; les pouvoirs publics, avec l'argent public, ont renfloué bon nombre de banques – lesquelles ont

été laissées libres de spéculer sur les obligations d'Etat; les politiques d'austérité ont étranglé les ménages et des petites entreprises, aggravant la récession; la corruption ou la collusion entre élus et intérêts privés a contribué au gaspillage de l'argent public. La dette privée, quant à elle, résulte dans de nombreux pays d'un endettement des ménages promu à tort et à travers par le système financier et les gouvernements pour soutenir la consommation privée et compenser la baisse des salaires réels.

Les mesures prises par les institutions et gouvernements européens visent à faire payer cette dette par les peuples. Une partie non négligeable de ces dettes peut pourtant être considérée comme illégitime, dans la mesure où elle a été contractée sans égards pour le bien commun. Il est désormais évident que de nombreux pays ne pourront jamais rembourser ces dettes.

Les droits humains passent avant le service des dettes, et les besoins humains avant le profit. Des mesures immédiates doivent être prises au niveau européen pour libérer les peuples de la pression des marchés financiers et de l'austérité; elles doivent s'accompagner de politiques fiscales, monétaires et budgétaires pour sortir durablement les pays européens du piège de la dette.

Revendications communes et urgentes :

1. Annuler en urgence les memoranda imposés par la Troïka aux pays surendettés. Annuler une part importante de leur dette publique, sans porter préjudice aux petits porteurs, épargnants ou aux retraité-es. Les banques et le secteur financier doivent être mis à contribution. Les montants à annuler doivent être définis démocratiquement. Les audits citoyens peuvent être, à ce titre, un outil efficace.

2. Suspendre les paiements jusqu'à ce que les populations soient protégées contre la pauvreté grimpante et le chômage, que le développement économique et la transition écologique soient assurés, et que les services publics, les droits économiques et sociaux soient renforcés.

3. Mettre en œuvre une taxation exceptionnelle sur les grandes fortunes.

4. Exiger de la banque centrale européenne – et d'autres institutions bancaires européennes – qu'elles prêtent directement aux Etats à des taux très bas et sous contrôle démocratique, sans que ces prêts ne soient conditionnés à des «réformes» structurelles néolibérales.

Pour une Europe écologique et sociale : stop à l'austérité !

Partout en Europe, et en particulier au Sud et à l'Est, les institutions et gouvernements européens imposent des politiques d'austérité brutales, soi-disant afin de réduire les dettes. Des populations entières sont surendettées, les budgets publics sont dramatiquement réduits dans bien des domaines essentiels, des investissements précieux, scientifiques ou industriels, sont abandonnés alors qu'ils pourraient contribuer à la transition écologique et sociale.

Imposées par les institutions et gouvernements européens, les politiques d'austérité créent une spirale destructrice: économies laminées, aggravation des dettes, du chômage, de la crise écologique et du saccage des campagnes et des terres. Une minorité continue pourtant de s'enrichir. Aujourd'hui, 10% des européens possèdent plus de la moitié des richesses. Ces politiques d'austérité injustes contribuent à maintenir ces inégalités, ainsi que le modèle néolibéral qui détruit la planète et s'attaque aux droits démocratiques et sociaux.

Nous voulons un renversement complet de ces politiques, nous exigeons un autre modèle de société qui garantisse la justice sociale, l'égalité, une juste répartition de la richesse, la soutenabilité écologique et la protection des biens communs.

Revendications communes et urgentes :

1. Mettre un terme à l'austérité, qui nous enfonce dans la récession. Refuser ou annuler les traités et règlements qui l'imposent, comme le Pacte Budgétaire, le «Six-pack» et le «Two-pack» ou encore le Pacte de compétitivité en discussion. Les déséquilibres commerciaux au sein de la zone euro doivent être réduits par un ajustement des pays en excédent et non en imposant l'austérité aux pays en déficit. La politique budgétaire doit rester l'objet de choix démocratiques.

2. Assurer la justice fiscale avec une taxation juste et progressive des revenus, des fortunes, et des profits des entreprises avec des taux minimaux effectifs dans tous les pays européens. Revenir sur les augmentations des taxes sur la consommation, les réduire sur les produits de première nécessité. Interdire les paradis fiscaux et renforcer la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale.

3. Développer à l'échelle européenne, sous contrôle social, des programmes d'investissement dans la transition écologique et sociale. Cette transition doit reposer sur une politique industrielle et agricole qui réponde aux défis de la crise écologique ainsi qu'au besoin de créer des millions d'emplois de qualité. Ces programmes doivent miser sur des activités d'intérêt général, écologiquement soutenables et socialement utiles, et notamment l'éducation, la transition énergétique, les transports publics, la souveraineté alimentaire. Dans le même temps, les budgets militaires doivent être réduits, ainsi que les dépenses socialement ou écologiquement nuisibles. Le budget de l'UE et celui des Etats doivent être réorientés dans le même sens.

4. Renforcer et développer les biens communs sociaux et environnementaux, redéfinir et développer les services publics, notamment dans les domaines de la santé, de la recherche, de l'éducation, de la petite enfance, du transport, de l'énergie, de l'eau, du logement public, de l'information et de la culture**…** Stopper ou revenir sur les privatisations de ces services qui doivent relever du secteur public ou coopératif et être gérés démocratiquement.

Des droits pour toutes et tous : non à la précarité et à la pauvreté !

Les politiques d'austérité s'attaquent à nos droits économiques et sociaux et notre protection sociale. Elles entraînent la chute du niveau de vie, jusqu'à provoquer des catastrophes humanitaires dans certains pays. Leurs conséquences sont le chômage massif, la dégradation des conditions de travail et de vie. La pauvreté explose : aujourd'hui, 120 millions d'européen-nes sont pauvres.

A la faveur de la crise, ces politiques vont encore plus loin. Elles s'attaquent au droit du travail et au rôle des syndicats, et notamment à leur droit d'agir et de négocier collectivement. Elles imposent le principe de la compétitivité pour mieux diviser les peuples, diminuer les salaires, augmenter les profits et transformer la nature et les activités humaines en marchandises. Les accords de libre-échange contribuent au dumping fiscal, social et écologique.

Les personnes précaires, qu'elles soient actives ou au chômage, handicapées, retraitées, sont les plus touchées. Parmi ces précaires, les femmes, les jeunes et les migrant-es sont en première ligne. Les femmes sont particulièrement affectées par les attaques sur le droit du travail et doivent aussi en partie compenser la démolition des services publics. Les migrant-es se voient nier leurs droits fondamentaux et une génération entière de jeunes européen-nes est frappée par une régression sociale sans précédent.

Nous voulons que chaque citoyenne et citoyen dispose de droits démocratiques, économiques, environnementaux et sociaux effectifs.

Revendications communes et urgentes :

1. Restaurer la liberté de négociations et d'actions collectives; rétablir les conventions collectives et le droit du travail mis à mal par les plans d'austérité. Garantir la démocratie sur les lieux de travail. Respecter les normes de l'OIT et de la Charte Sociale Européenne y compris aux travailleurs et travailleuses migrant-es. Mettre un terme au travail précaire.

2. Mettre fin au dumping salarial et social en Europe et dans le monde, notamment par le biais d'accords internationaux; construire un socle commun de garanties collectives en Europe, assurant un haut niveau de protection sociale et de droits économiques pour toutes et tous.

3. Augmenter les salaires. Instaurer un salaire minimum suffisant, fixé dans chaque pays par la loi ou par des conventions collectives contraignantes, et un revenu mini-

mum suffisant pour une vie digne. Réduire la durée du travail sans perte de salaire, et assurer un partage équitable des tâches domestiques non-payées. Promouvoir le droit de toutes et tous à un emploi dans des conditions de travail acceptables. Réduire fortement le différentiel de salaires au sein d'une même entreprise.

4. Protéger le droit au logement décent des ménages endettés, et plus généralement de toute la population. Assurer l'accès effectif à des services de santé et de prévention pour toutes et tous.

5. Imposer l'égalité entre les femmes et les hommes en matière de salaires, de pension et de carrière professionnelle. Interdire toute discrimination au travail basée sur le genre, l'origine ethnique, la nationalité, ou l'orientation sexuelle. Prendre des mesures fortes contre les violences faites aux femmes.

6. Renforcer le statut social et politique des migrant-es. Revenir sur les politiques de criminalisations des migrant-es et des réfugié-es. Assurer les droits des migrant-es et le droit d'asile, fermer les camps de rétention, mettre un terme aux opérations de l'agence FRONTEX.

Pour la démocratie économique : les banques au service de l'intérêt général

L'écroulement du système bancaire privé de 2008 n'était pas un accident, mais la conséquence des errements d'un secteur financier au service exclusif des actionnaires et des spéculateurs au détriment de l'intérêt public. Depuis des décennies, les gouvernements ont non seulement toléré, mais aussi organisé cette logique, en cédant à toutes les exigences des multinationales de la finance; et en privatisant banques ou caisses d'épargne publiques (ou coopératives), qui étaient jusque-là orientées vers des activités économiques régionales et utiles. L'absence de régulation a par ailleurs permis à des organisations criminelles de blanchir leurs profits considérables et de les investir librement.

Face à l'écroulement du système bancaire, les gouvernements ont injecté des milliards d'euros pour sauver les banques et leur ont offert des garanties inconditionnelles, sur le dos des contribuables. La suprématie des barons de la finance s'en est trouvée confortée.

Nous exigeons que les banques servent l'économie, la société et l'environnement : les gouvernements et les institutions européennes doivent dès à présent prendre toutes les mesures pour en finir avec le pouvoir démesuré des institutions financières, via une réglementation drastique de la finance et/ou une mise sous contrôle démocratique des banques.

Revendications communes et urgentes :

1. Renégocier les garanties disproportionnées accordées aux banques privées, et exercer un contrôle public sur les faillites des banques pour éviter les effets négatifs sur la société. Les actionnaires et créanciers de ces banques doivent être mis à contribution. Les banques ainsi sauvées doivent être mises sous contrôle social.

2. Imposer une régulation stricte et effective des banques et des institutions financières. Séparer complètement les banques de dépôt et les banques d'affaires. Interdire le recours aux paradis fiscaux et à toutes activités hors-bilan. Abolir le secret bancaire. Taxer les transactions financières et restaurer le contrôle des mouvements de capitaux. Les banques «trop grandes pour faire faillite» doivent être démantelées.

3. Mettre en place un contrôle démocratique et social des banques et institutions financières. Orienter le crédit vers des activités créatrices d'emplois qui participent du développement écologique et social. Prioriser et encourager les établissements de crédit publics, mutualistes ou coopératifs.

Mobilisons-nous pour la démocratie !

Les politiques actuellement mises en œuvre en Europe représentent une menace pour la démocratie. Le débat démocratique est muselé, les répressions se multiplient contre les mouvements sociaux et les divisions entre les peuples et les pays s'accroissent. La conséquence prévisible est la montée des mouvements racistes, d'extrême droite voire fascistes qui exploitent le ressentiment, en le dirigeant contre les migrant-es, les précaires, les minorités, les étranger-es ou les autres peuples européens. Pour défaire ces mouvements, il faut d'abord en finir avec l'austérité.

Les alternatives existent: nous devons créer le rapport de force pour les imposer, et pour réinventer une véritable démocratie économique et sociale en Europe; c'est notre responsabilité.

Parce que nous refusons d'être gouvernés par une oligarchie auto-proclamée de dirigeant-es européen-nes,

Parce que nous refusons l'exploitation des peuples et de la nature en Europe comme dans le reste du monde,

Parce que nous refusons que l'Europe contribue à la militarisation et aux conflits armés,

Parce que nous voulons mettre fin à l'oppression et à l'exploitation des femmes, et en finir avec le système patriarcal,

Parce que nous voulons une véritable démocratie, une vraie participation et la souveraineté du peuple,

Parce que nous voulons une société qui donne la priorité aux besoins écologiques et sociaux,

Nous construisons un mouvement unitaire pour une Europe démocratique, sociale, écologique et féministe !

Nous rassemblons nos forces et nous battons ensemble pour soutenir et renforcer les luttes des peuples,

pour faire de nos revendications des réalités,

par des actions nationales et européennes.

La Grèce est à terre. Les vautours la dépècent.

Le texte ci-dessous reprend l'interview de Roxanne Mitralias réalisé par *Contretemps.* Militante Syriza, au CADTM et au Front de Gauche sur les questions agricoles et écologiques, sociologue rurale et des sciences de formation, elle travaille aux côtés des mouvements paysans en France. Elle évoque les effets destructeurs pour l'environnement des politiques d'austérité en Grèce. Les autres chiffres cités sont tirés de «*La crise grecque, faits et chiffres*» de Panos Angelopoulos, publié dans *Tout est à nous*. Les deux textes sont sur le site www.cadtm.org/

La Grèce : laboratoire des politiques d'austérité

Depuis 3 ans, sont appliqués les «*plans de sauvetage*» de la Troïka, inspirées des recettes du FMI dites «*plans d'ajustement structurel*» dans les pays émergents. Les plans d'austérité successifs (4 mémorandums en mai 2010, février et octobre 2012, novembre 2012), imposés par la Troïka de concert avec les créanciers privés (banques, assurances, fonds d'investissement) ont fait s'effondrer le PIB : il est passé, en valeur constante, de 211 milliards à 171 milliards. Des pans entiers de l'économie grecque sont à l'arrêt faute de pouvoir financer le cycle de production. Les investissements productifs ont chuté. Les exportations ont baissé. La dette publique représentait 125% du PIB en 2010, elle est de 189% en 2013. La masse des impayés fiscaux (impôts, taxes, TVA, etc.) est passée de 3.8 milliards d'euros à plus de 10 milliards. Le pouvoir d'achat des ménages a baissé d'un tiers.

853 282 personnes (pour 11.5 millions d'habitants) sont inscrites à **l'aide alimentaire quotidienne**. En moyenne, un Grec a perdu 40% de son salaire; il subit, par ailleurs, l'augmentation du coût de la vie et des impôts faramineux (hausse de 37%); le seuil de revenu non imposable est passé de 12 000 à 5 000 € par an. Il est très souvent sans travail, et assez vite sans indemnités chômage et couverture santé. Avant le début de la crise, les caisses d'assurance maladie étaient déficitaires; depuis, les dépenses publiques de santé ont encore été réduites de 32%, les patients devant payer un forfait de 5 €, passé à 25 € pour toute consultation ainsi qu'une participation aux frais médicaux. Les chômeurs ne sont plus couverts un an après la perte de leur emploi, le plus souvent, **ils ne se soignent pas**; dans les hôpitaux il y a une pénurie de consommables quotidiens. Le Grec peut finir à la rue, ou bien émigrer, certaines fois il est poussé au suicide. On a enregistré une hausse de 40% du taux de **suicide**.

Le nombre de **sans logis** est passé de quelques centaines à près de 40 000. La faim tenaille une partie croissante de la population et l'on assiste à l'essor des soupes populaires, à la distribution de nourriture par diverses ONG et initiatives solidaires, à la pratique du troc, mais aussi à maints évanouissements d'enfants à l'école. En 2010 le nombre de personnes vivant en-dessous du seuil de pauvreté était estimé à 2.34 millions (environ 20% de la population), en 2012, à 3.3 millions.

Plus du quart de la population active (27%) est au **chômage** qui atteint 57% chez les jeunes et les femmes. Dans le privé, 60 000 petites et moyennes entreprises ont fait faillite en 2011. Une autre vague de licenciements massifs est attendue en 2013, avec, par ex., la restructuration du secteur bancaire qui devrait conduire à 20 000 licenciements sur 56 000 salariés. Dans le secteur public, il a été question de supprimer 150 000 postes d'ici 2015. Pour faire digérer cette décision, un nouveau statu est créé: la mise «en réserve de travail». Des employés de l'administration publique et des municipalités sont en réserve pour un an avec un salaire réduit de 25%. Un an plus tard, si aucune place n'est disponible, ils sont licenciés sans compensation. Les «réformes structurelles» prévues dans le secteur public produiraient 20 000 «réservistes» et la **privatisation** des organismes publics de l'eau, de l'électricité et des chemins de fer est envisagée.

Les Grecs sont aujourd'hui trop pauvres pour se chauffer au fioul (son prix a grimpé de 40% en 2012) et se chauffent au bois; ils brûleraient même n'importe quoi y compris de vieux meubles chargés de produits chimiques d'entretien. Le ciel d'Athènes et de Thessalonique est couvert d'un nuage de **pollution**. Incendies ou intoxications au gaz sont de plus en plus nombreux. Le gouvernement pour lutter contre cette pollution interdit de rouler au diesel dans les villes et développe les transports collectifs mais, afin de récolter le maximum d'argent, il augmente encore le **prix des transports** en commun (le prix du billet de métro a augmenté de 135% en 4 ans). De la même manière, les billets pour les bateaux coûtent très cher. On ne peut plus aller au Pirée et sauter dans un bateau pour une île des Cyclades. Quant aux habitants de ces îles, comment font-ils pour aller à l'hôpital, à l'école ?

Les rapports des ONG font état d'une crise humanitaire qui s'étend à vitesse grand V, mais il y a quelque chose dont ont parle peu dans les médias européens.

La Grèce : laboratoire de l'exploitation des ressources naturelles et des biens publics

Accaparement privé sans précédent des ressources minières, des terres, du littoral, de la mer, des forêts, des îles, des sources thermales et des grottes, des monuments archéologiques et des ports. La vente des plages pour 50 ans (!) est autorisée par le mémorandum 2 (printemps 2012). Fin janvier 2013, l'Acropole et le lac de Cassiopée à Corfou ont été vendus à *NCH Capital* pour y construire des logements touristiques. Des grands projets inutiles «***les éléphants blancs***» sont élaborés sans tenir compte des besoins des populations (projet de détournement du fleuve Akheloos), formidables cadeaux que le gouvernement grec fait au «monde de l'entreprise». Dans cette Grèce du 21ème siècle on brade tout pour rien, c'en est fini de la vie telle qu'on la connaissait. Le pays devient un protectorat énergétique et la **nature** se transforme en un **nouvel espace d'investissement**, immense casino pour les profits des capitalistes

avides de continuer à s'enrichir. Bienvenue dans ce monde où cette **déesse moderne, la dette,** exige qu'on sacrifie à son autel tout ce qui faisait le socle de la société humaine.

Les **forêts** grecques subissent les politiques de privatisation, de désengagement de l'Etat et de destruction. Elles sont surexploitées pour satisfaire la demande croissante pour le bois de chauffage et sont de moins en moins protégées du fait de l'abolition des législations protectrices par les responsables politiques qui ont coupé dans les budgets de la «***caisse verte***». Créée en 2010 pour mener des programmes de valorisation de l'environnement, de lutte contre les incendies, de reforestation, de protection de la mer et des zones côtières, d'amélioration des espaces urbains, elle sert prioritairement à rembourser la dette (95% des fonds disponibles de 1.85 milliards). Dans un pays sans cartes forestières et sans cadastre, tout devient possible pour permettre d'utiliser les espaces pour le tourisme de masse ou pour construire sa maison; en 2011, toutes les maisons construites sans permis ont été légalisées en réglant une somme forfaitaire: on peut donc construire n'importe quoi n'importe où en s'acquittant d'une amende !

Dans cet esprit de **prédation des biens communs**, la Troïka a proposé à l'Etat de **vendre les îles** de moins de 50 habitants pour renflouer ses caisses. Déjà, un certain nombre d'îles inhabitées sont en vente à des privés. Bientôt les investisseurs du monde entier vont pouvoir se partager les plages, le littoral ou les fonds marins. Il suffit de faire un tour sur le site internet de «***la caisse des dénationalisations***» constituée à cet effet; 40 îles seraient menacées d'y être placées, dont 24 classées *Natura 2000*. Ces privatisations auront des effets de longue durée sur l'environnement puisque les projets ne sont tenus à aucune obligation environnementale. Une nouvelle loi a été votée début janvier 2013 autorisant le changement d'usage des terres et l'installation de complexes touristiques, avec golf pour accueillir des hordes de touristes. On peut appeler ça du **développement touristique de type colonial,** décrié en Espagne pour avoir engendré une bulle immobilière et détruit le littoral. Aucun bénéfice pour la population locale puisqu'il s'agit encore de payer les intérêts de la dette et d'enrichir les investisseurs.

L'exemple du projet à **Elliniko** et de la côte entre le Pirée et le cap Sounion, est parlant. Cet ensemble de 650 hectares (ancien aéroport), longeant la mer, fait rêver les promoteurs immobiliers, se voyant déjà y accueillir les nouveaux riches de ce monde, Saoudiens et Chinois en visite au pays de Socrate. Cette propriété se retrouve dans la «*caisse des dénationalisations*», prête à être vendue pour 4 fois moins que son prix (5 milliards d'euros). Elliniko deviendra un immense parc à logements, hôtels et casinos, avec ports privatifs et plages fermées. Le gouvernement envisage même de créer des îles artificielles pour y construire des ports de plaisance, l'idée étant de faire de la baie de Saronikos une nouvelle riviera, un nouveau Monaco. La péninsule d'Astéras (au sud d'Athènes) où vivent les familles les plus fortunées de Grèce est aussi à vendre : plages privées et publiques, un hôtel luxueux, un temple dédié à Apollon, quelques îlots non habités seront bradés pour à peine quelques millions d'euros.

Un autre marché juteux intéresse le gouvernement et ses alliés du FMI et de l'UE : **les déchets**. Des partenariats de type public-privé sont en place dans le but de multiplier les centres d'enfouissement et d'incinération dans tout le pays, financés pour partie par des «aides» de l'UE. Les boîtes privées pourront ainsi s'enrichir sur le dos des habitants car plus de déchets, c'est plus d'argent à se faire au détriment de la santé, de l'environnement, du territoire et du patrimoine.

Pour recevoir le «paquet de sauvetage» qui sert à financer les partenariats public-privé au profit du privé, il y a une condition expresse: **privatiser la gestion de l'eau**. La vente d'Eydap (compagnie des eaux d'Athènes) et d'Eyath (celle de Thessalonique) ainsi que des barrages hydroélectriques, alors même que leur gestion est bénéficiaire, confirme qu'il s'agit d'une pure concession coloniale établissant un monopole naturel pour le privé. Cette acquisition scandaleuse sera accompagnée d'une augmentation des tarifs. Une initiative contre la privatisation de l'eau a été constituée, les habitants organisés par quartier étant prêts à racheter des parts lors de la privatisation.

Le dernier gouvernement «socialiste» grec a initié un débat sur le ***«programme Soleil»*** (voté au printemps 2013 par le gouvernement technique). Ce plan est suivi par une commission composée de membres des gouvernements grec et allemand, de la commission européenne, de la BCE et d'un représentant d'une entreprise de conseil en placements financiers (Guggenheim Capital). Ce programme consiste à installer des **centrales photovoltaïques** de dimension industrielle. Actuellement, les entreprises installent des panneaux solaires sur des terres louées à des petits propriétaires pour une somme d'argent conséquente. Demain, l'Etat pourra exproprier ces terres, scandale d'ampleur pour céder à des entreprises privées, souvent allemandes, des terres agricoles et des espaces forestiers. Ces installations seront financées par des emprunts de l'Etat auprès de la Banque centrale allemande et également par des fonds du «*plan de sauvetage*» accordés par l'UE et le FMI. Pour que le retour sur investissement soit suffisant, il faudra produire des quantités énormes bien au-delà des besoins du pays, et relier le réseau à l'Allemagne, le but étant de l'approvisionner en énergie verte. En fait, les investisseurs achèteront cette «énergie verte» au sein du marché des émissions carbones à un prix très bas, afin de dédouaner l'Allemagne d'être un pays pollueur et de recevoir des droits à polluer par ailleurs. Le coût est gigantesque pour la Grèce, augmentant sa dette à rembourser par les habitants qui subiront les conséquences de panneaux photovoltaïques anciens et mal entretenus augmentant la température au sol jusqu'à soixante degrés dans une région très aride (comme dans le village de Sitanos littéralement entouré de panneaux photovoltaïques).

Le bal des énergies renouvelables industrielles ne s'arrête pas là : il y a aussi **l'éolien industriel**. Placées sur les crêtes des montagnes, ces installations occupent des terres publiques, en

grande partie cédées quasi gratuitement à des entrepreneurs grecs ou étrangers (EDF se prépare à entrer dans le marché). A Limnos, Lesbos et Chios, on prévoit 28 parcs éoliens, avec 353 éoliennes pour produire 706 MW d'énergie dans le but de l'exporter. En Icarie, 110 éoliennes sont programmées, 2 seulement seraient suffisantes pour la consommation locale ! En Crète, une coordination de plus de 200 associations lutte contre ces projets démesurés : pour réaliser le projet qui devrait couvrir 8 fois les besoins de l'île, il faudra creuser, raser des montagnes, déforester, ouvrir des routes, pomper dans les nappes phréatiques…. sans créer ni emploi, ni ressources financières. Le but est de faire de la Grèce un pays de production énergétique à bas coût qualifiée de «verte». Peu importe à quel prix pour les populations, pour le patrimoine, pour la protection de l'environnement, ceci étant décidé en dehors des instances représentatives des populations.

La Grèce – laboratoire pour tester la capacité de résistance de la population.

Malgré deux dizaines de grèves générales en 3 ans et plus de 5 000 manifestations et grèves en 2012, des occupations et des mouvements de désobéissance civile d'ampleur (dont «***Je ne paie pas***» qui prônait le refus de payer les péages des autoroutes construites avec les impôts des Grecs et cédés gracieusement au privé), les plans d'austérité se sont poursuivis et le gouvernement n'a pas hésité à pratiquer une forme de «démocratie autoritaire» qui cache sa vraie nature et à réprimer durement les mouvements sociaux.

En ce qui concerne les projets scandaleux de destruction de la nature, ils sont décidés sans consultation démocratique, le Parlement, en 2009, ayant adopté une loi connue sous le nom de «***fast track***» (procédure accélérée d'obtention de licence» lui permettant d'octroyer rapidement des licences pour les investissements principalement axés sur l'énergie, le tourisme, l'industrie et les énergies de pointe. Il permet aux investisseurs de violer les règles de planification spatiale et urbaine sans se soucier des répercussions environnementales et sociales. Cette même loi prévoit également un régime fiscal très favorable aux gros investisseurs, transformant la Grèce en un paradis fiscal potentiel. Rien n'est donc dû au hasard ! Serait-ce une «*stratégie du choc*» adaptée au modèle «démocratique» européen ?

Face à ce processus, **des résistances se sont développées**: les habitants d'Elliniko occupent une partie de l'ancien aéroport et y ont implanté des oliveraies et des jardins. Elliniko est devenu un lieu d'émulation pour le mouvement social athénien, on peut y suivre des débats, des évènements artistiques, des formations sur les techniques agronomiques et même se faire soigner dans le dispensaire de santé solidaire et autogéré qui s'y est installé. Les coalitions progressistes des villes concernées par la vente de la côte d'Athènes se rebellent également.

Ce début 2013 est marqué par un débat virulent sur l'exploitation des **ressources minières**, faisant croire que les problèmes du pays seraient résolus grâce aux gisements de pétrole se trouvant en mer Egée, Ionienne ou libyenne. Ce qui est très contestable et contesté au nom des risques de pollutions importantes dans un archipel qui vit de tourisme ou de pêche et qui constitue un environnement remarquable !

De la même manière des mouvements importants s'opposent dans le nord de la Grèce à **l'exploitation des mines d'or** installées dans des forêts précieuses du point de vue environnemental et patrimonial.

Les deux sociétés Eldorado Gold (canadienne) et Hellenic Gold (grecque) sont protégées par des CRS face à la contestation. L'Etat grec **a vendu les mines pour 11 millions d'euros**, puis a accordé une subvention de 15.3 millions à cette entreprise privée qui vaut 2.3 milliards d'euros. La **valeur des gisements s'élève à 15.5 milliards d'euros !** Les permis sont douteux, les mines cédées pour si peu et le gain pour la population de ces espoirs dorés est nul. Qui sont ces investisseurs costumés pour brader les terres, le patrimoine, les biens communs et la nature qui appartient à la population, en usant de tous les moyens ?

Un des combats des plus virulents et radicaux de la dernière période a eu lieu dans le quartier de Kératéa, dans l'agglomération athénienne où le gouvernement, dépassé par plusieurs années de lutte **contre le projet d'incinérateur**, a dû faire appel aux forces de police, mais les habitants n'ont pas reculé et le projet a été abandonné. Aujourd'hui existe une **coordination des comités** s'opposant à ces projets de gestion de déchets et proposant une gestion décentralisée et coopérative du patrimoine.

La danse macabre sur l'environnement grec va-t-elle continuer ? C'est la question que les écologistes grecs, la gauche et les mouvements citoyens se posent. Les multinationales qui convoitent les ressources du pays tentent de s'imposer grâce à la Troïka. Pour n'en citer que quelques-unes : EDF, Iberderola, Eldorado Gold, Gazprom, Suez ou Siemens. Elles souhaitent employer des «esclaves modernes» pour 300 euros par mois pour construire des hôtels «all inclusive» pour très riches, racler toute ressource énergétique et hydrique, posséder des terres publiques et occuper in fine une place stratégique en Méditerranée. Elles rêvent d'un nouveau colonialisme énergétique et foncier du 21ème siècle. C'est sans compter sur les mouvements d'ampleur qui se développent un peu partout sur le territoire !

Retranscrit par **OM**

Pour que le berceau de la démocratie n'en soit pas le tombeau !

Dans son communiqué de presse, l'Alter Sommet des 7 et 8 juin à Athènes (voir pages précédentes du présent numéro), en constatant *«les conditions particulièrement difficiles que connaissent la population et les mouvements sociaux en Grèce»* a exprimé *«un message fort de solidarité internationale avec les luttes du peuple grec».*

Le communiqué a souligné que *«la fermeture brutale de la radio et de la télévision grecques démontre l'urgence d'une inversion radicale des politiques austéritaires en Grèce et en Europe»*, pour que *«le berceau de la démocratie n'en soit pas le tombeau !»*

Et en plus, ils ne savent pas compter !

par **Pascal Franchet**

Une caractéristique des plans d'austérité européens est leur inefficacité patente pour résoudre les endettements publics et les déficits budgétaires des États. Ils sont de moins en moins nombreux ceux qui affirment que ces plans constituent un remède efficace à la crise.

Il est difficile, en effet, de nier l'évidence : les entreprises ferment par milliers, le chômage atteint des sommets inégalés, les déficits publics et les dettes publiques continuent à battre des records, la récession s'est installée durablement en Europe. Tous ces plans d'austérité sont pourtant fondés sur des calculs, des prévisions à partir desquels sont élaborées des stratégies d'où découlent ces plans honnis par les populations. Et si ces calculs étaient faux ?

C'est ce qui se dessine aujourd'hui. La presse regorge de déclarations d'économistes du FMI ou de responsables d'institutions européennes pour signifier que les calculs qui fondent ces plans sont inexacts ou encore qu'il faudrait atténuer la dureté des mesures imposées, le remède risquant de tuer le malade. Ces plans aggraveraient la situation économique des États et impacteraient lourdement la croissance. C'est en fait toute la politique mise en œuvre depuis le début de la crise qui est contestée dans ses fondements. Au bout de 4 ans d'usage de ces plans, le constat est sans appel : la baisse des dépenses publiques (fonctionnement et investissement public) entraine une chute de l'activité économique et fragilise les recettes budgétaires. Les déficits publics grandissent et la dette publique augmente.

2 types d'erreurs ont été actés :

Première erreur

La première erreur, qui fait un «buzz» dans la presse économique, est celle de la relation jugée automatique entre le niveau de la dette publique et la croissance. À la lumière des crises passées, 2 économistes du FMI (Reinhart et Rogoff) ont fourni un bréviaire[1] aux néolibéraux européens pour justifier les politiques d'austérité. Ces derniers en ont fait une sorte de règle budgétaire. Selon nos édiles économistes, une dette supérieure à 90% fait baisser la croissance de 1%. Pour conforter cette thèse validée par le FMI[2] et devenue un dogme de la politique européenne, ils comparent l'évolution de 20 pays[3] de l'OCDE sur la période 1946-2009 et en concluent ce qui précède.

4 appréciations manifestement erronées invalident pourtant cette projection :

1) Nos 2 maîtres à penser des institutions européennes se sont basés en effet sur la seule moyenne arithmétique de l'évolution du ratio dette/croissance sans tenir compte de l'évolution de la médiane (qui sépare en deux parts égales l'échantillon, une au dessus, l'autre en dessous). La différence de résultat entre les 2 méthodes est pourtant considérable : la moyenne indique une évolution de - 0,1% du PIB alors que la variation que donne la médiane est de + 2,1%. Cette différence de variation entre la moyenne et la médiane indique l'hétérogénéité des pays qui constituent l'échantillon.

2) Le choix de ces 20 pays semble arbitraire et selon les pourfendeurs de ces comptes, 3 pays ont même été oubliés (volontairement ?) des calculs. Intégrés dans les calculs, la chute du PIB ne serait plus de 3 points mais de 0,8 seulement

3) La période choisie (1946-2009) est trop courte à l'échelle de l'économie mondiale et de l'histoire de ses crises. Sur la période 1880-2009, des pays comme la France, l'Italie, le Canada ou le Royaume-Uni ont connu des périodes associant des dettes publiques supérieures à 130% et une croissance soutenue du PIB. Le choix retenu de la période est donc insuffisant pour en conclure une automaticité entre dette et croissance.

4) Enfin, les auteurs ont tout bonnement omis, pour apprécier les déficits, de constater la baisse des recettes fiscales (baisse du taux moyen d'imposition et du taux marginal des pays de l'OCDE depuis 30 ans), se focalisant sur l'évolution des dépenses. Pour les États-Unis, les auteurs ne se sont pas préoccupés non plus de la baisse importante de l'épargne des ménages et du recours facilité à l'emprunt pour pallier la baisse du pouvoir d'achat des salaires de la grande majorité de la population.

De là à penser que les calculs ont été adaptés aux résultats attendus, il n'y a qu'un pas. La contestation de cette méthode pour le moins empirique conduit à dire qu'**il n'y a pas de lien linéaire entre le niveau de la dette publique et la croissance du PIB d'un pays**.

Seconde erreur

La seconde erreur, concerne le lien entre austérité et croissance. Selon les idéologues de la troïka, l'austérité (entendez la réduction des dépenses publiques et la rigueur pour la majorité de la population) devrait permettre un assainissement des finances publiques et donner un élan à la croissance. Pour justifier cette stratégie, le FMI considère que la seule bonne réponse se trouve du coté de la baisse des dépenses publiques.

Selon eux, l'augmentation de la fiscalité conduirait à une perte automatique de croissance. Le lien qu'ils établissent entre budget, fiscalité et croissance les incite à fabriquer un «multiplicateur». D'une conviction érigée en théorème ils ont alors déduit les politiques néolibérales appliquées par les gouvernements depuis le début des années 1980 et résumé par le chancelier social-démocrate Helmut Schmidt : «Les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain».

Pour le FMI, ce «multiplicateur» était de 0,5. Traduction : 10€ de hausse d'impôt implique 5€ de perte de croissance du PIB (10€ X 0,5). Le FMI révise maintenant ses calculs en indiquant que, tous comptes revus, ce coefficient «multiplicateur», calculé sur les 80 dernières années, se trouve plutôt entre 0,9 et - 1,7 selon la conjoncture. Nouvelle traduction : 10€ d'augmentation de la fiscalité produirait une variation du PIB se situant entre une perte de 9€ et un gain (!) de 17€.

Conclusion : si le coefficient initial (0,5) pouvait fonder, aux yeux des libéraux, les politiques d'austérité (baisse des dépenses publiques et de l'impôt

direct, surtout celui des tranches les plus élevées et des grandes entreprises), celui de 1,7 rappelle que **mener une politique d'austérité en temps de crise est une aberration sans nom**.

Ces déclarations et révisions de calculs ne sont suivies d'aucune remise en cause ni d'aucune atténuation des mémorandums imposés aux peuples des pays périphériques du Sud et de l'Est de l'Union Européenne. Ce sont les mêmes politiques et la même stratégie qui commencent à s'appliquer dans les pays plus riches du Centre de l'Union européenne.

On le savait déjà : ce n'est pas l'honnêteté intellectuelle qui caractérise les mentors du néolibéralisme et on ne peut attendre de ses laquais qu'ils révisent leurs stratégies.

La notion même de croissance que les édiles portent aux nues est plus que contestable (la croissance de quoi et pour qui ?). Pour bien comprendre la finalité des évaluations fausses et projections erronées du FMI, il suffit de remplacer le mot «croissance» par celui de profit.

Le propos n'est pas d'apporter des solutions à la crise économique et sociale mais au contraire d'en aggraver les effets pour mieux instaurer un talon de fer sur les populations et tout d'abord sur les salariés pour permettre la restauration d'un taux de profit plus conforme à leur avidité.

Ils peuvent, pour cela, compter sur les gouvernements en place, qu'ils appartiennent au camp de la droite traditionnelle ou à celui de la social-démocratie convertie depuis plus de 30 ans au social-libéralisme.

Pascal Franchet (membre du CADTM - France)

1) Reinhart, Carmen M., and Kenneth S. Rogoff, 2010, "Growth in a Time of Debt," American Economic Review : Papers and Proceedings, Vol. 100, No. 2, p. 573–78.

2) Perspectives de l'économie mondiale, oct. 2012.

3) Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Finlande, France, Allemagne, Grèce, Irlande, Italie, Japon, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Portugal, Espagne, Suède, Royaume-Uni, États-Unis.

D'autres campagnes idéologiques mensongères...

Dans un article paru fin 2010 sur le site du CADTM, Pascal Franchet a mis en évidence une autre «erreur» permanente : il s'agit d'une manipulation comptable qui vise à camoufler l'ampleur du transfert de richesses qui s'effectue à travers le mécanisme des dettes publiques. A partir de l'exemple de l'année 2010, Pascal Franchet explique :

'Quand on parle de la «charge de la dette, la seule chose prise en compte dans le budget de l'Etat, ce sont les intérêts à payer au titre de l'année considérée. Mais qu'en est-il du capital ? Vous ne le trouverez pas dans les dizaines de pages des lois de finances, qu'elles soient initiales, rectificatives ou définitives. (...) Et pourtant l'Etat doit rembourser le capital prêté. Et ce remboursement, où est-il ?

Pour le trouver, il faut aller faire un tour du côté du site internet de l'Agence France Trésor qui gère la dette de l'Etat. (...) Dans les sommes à payer, vous trouvez, avec le déficit budgétaire, le remboursement à effectuer du capital emprunté (appelé «amortissement»).

Ainsi, pour 2010, l'Etat français a dû rajouter à un déficit budgétaire de 149,7Mds d'€ (qui inclut les intérêts de la dette qui s'élèvent en 2010 à 42,5Mds d'€), les «amortissements» des dettes à moyen et long terme arrivant à échéance pour un montant de 83Mds d'€. Le service de la dette pour 2010 s'élève ainsi à 125,5 Mds d'€ (83+ 42,5).'

Quand on prend honnêtement en compte le remboursement du capital de la dette, la présentation du bilan revêt un tout autre aspect. Ainsi, pour 2011, Pascal Franchet peut faire remarquer que :

'La dette publique représente 37% des dépenses publiques. Ce n'est pas le 2ème poste (comme on nous le dit), mais bien le 1er poste de dépenses publiques, et ce, depuis des années'. Pour se faire une idée de l'énormité de l'arnaque et de l'étau qui nous enserre, l'auteur fournit des éléments de comparaison :

'Le service de la dette représente plus de 3 fois le budget de l'enseignement scolaire, près de 4 fois le montant dédié aux pensions, 6 fois les sommes allouées à la recherche et à l'enseignement supérieur, 8 fois le budget de la justice, 11 fois celui de l'écologie, l'agriculture et l'aménagement durable, 11,6 fois celui de la solidarité, l'insertion et l'égalité des chances, 12,5 fois celui consacré au travail et à l'emploi, plus de 18 fois le budget de la culture','

Pascal Franchet interroge : *'Comment ne pas remettre en cause cette dette publique ?'* et souligne : *'Si nos économistes patentés, les «personnes autorisées» (pas par moi, se moquait le regretté Coluche), affichaient la réalité, sans doute notre perception de la dette serait différente, sa contestation prendrait des dimensions qui ne feraient pas plaisir aux dirigeants de l'Etat, tout dévoué au service des créanciers'*, pour ajouter :

'Publier les vrais chiffres de la dette, est une exigence citoyenne à satisfaire. (...) Les présentations budgétaires ne doivent pas cacher l'ampleur du coût de la dette publique. La dette est publique, sa réalité doit être montrée au public (...) Il faut rétablir la vérité des chiffres, pour mieux annuler la dette (...) Pour annuler, mobilisons-nous à l'échelle européenne. Mais cette démarche ne sera possible que si elle est soutenue par une mobilisation des peuples européens contre la dette et les plans d'austérité. Il y a là un enjeu considérable'.

Dans ce texte et ces revendications - qui datent de fin 2010 - l'espoir que le problème de la dette serait *'un des enjeux de l'élection présidentielle de 2012'* était présent; hélas, il n'a été évoqué que superficiellement durant la campagne électorale.

Comme la problématique et les proportions des dettes publiques des collectivités locales sont en gros les mêmes que celles de la dette publique nationale, on pourrait aujourd'hui espérer que les candidat-e-s aux prochaines élections municipales mettent les dettes publiques au coeur de leur campagne, non ?... Mais ne rêvons pas : combien oseront renoncer au petit tour de piste électoral classique où on présente un beau projet à des électeurs plus ou moins crédules ? Sans doute très, très, peu : la tentation «d'oublier» la dette et «d'oublier» l'obligation de décider un moratoire sur son remboursement si on veut financer un projet consistant, cette tentation-là sera certainement la plus forte pour l'immense majorité des candidat-e-s. Après tout, ils ne feront qu'imiter Hollande qui savait bien qu'il n'irait jamais jusqu'à affronter les possédants et qui savait donc qu'il ne pourrait pas tenir ses promesses, à l'exception d'au moins une, décisive : la dette, il entend bien la rembourser, intérêts et capital !

Signalons à celles et ceux qui souhaitent résister, ou qu'une présentation non biaisée de la réalité intéresse, qu'un livre vient de paraître sur la question des dettes publiques des collectivités locales, des hôpitaux et des organismes de logement social. Un livre fort bien documenté et sans manipulation de chiffres. Dans ***«Les prêts toxiques, une affaire d'Etat»*** (édité par Demopolis - 256 pages - 15 euros - ISBN : *978-2-35457-055-2*), l'auteur, Patrick Saurin, ne fait pas croire, par exemple, que le transfert de la charge de ces prêts toxiques à l'Etat est une solution satisfaisante. Cette manipulation - encore une - est envisagée par Hollande et Bartolone...

Autre petit conseil pour tenter de résister au bourrage de crâne et aux manipulations de tout genre : (re)visiter le site d' A Contre Courant (www.acontrecourant.org , catégorie «dette publique») où vous trouverez des documents réalisés par le *«Conseil Populaire 68 pour l'abolition des dettes publiques»*, un collectif qui s'intéresse de près aux dettes des collectivités locales haut-rhinoises.

Les hyènes du microcrédit

Tous les pays européens connaissent le charme discret du fonctionnement des officines de crédit qui poussent au surendettement des ménages. En 2008, avec la crise des subprimes, nous pouvions penser qu'aux Etats-Unis, les conséquences malfaisantes du crédit avaient été portées à leur comble. Et bien non ! Dans le monde entier, des ONG censées aider les populations les plus pauvres ont fait pire que les banques, grâce au microcrédit*.

Commençons par le conte de fées qui nous promettait la fin de la pauvreté. Le microcrédit a été créé dans les années 1970 pour aider les populations des pays en voie de développement qui n'ont pas accès au système bancaire. Il s'agit de prêter dse petites sommes pour créer des activités économiques à un niveau local, une méthode de développement "par le bas". Le concept a été développé au Bangladesh par Muhammad Yunus, un professeur d'économie, qui crée la Grameen Bank en 1976 et déclare que le crédit est un "droit". Le microcrédit est porté par des ONG qui ne sont pas censées faire de bénéfice et qui sont censées proposer des taux de remboursement assez bas. Trente ans plus tard, en 2005, le système atteint son apogée avec un bilan qualifié de positif par la Banque Mondiale. Le nombre de bénéficiaires est estimé à 190 millions dans le monde, dont 83 % dans les pays en voie de développement. Plus de 10 000 officines opèrent dans le monde et la microfinance a étendu ses activité aux assurances, à la téléphonie mobile et à la vente de produits alimentaires. Le microcrédit fait même école en Occident, pour aider les populations les plus pauvres. Les Nations Unies décrètent que 2005 sera "l'année du microcrédit" et Kofi Annan déclare qu'il est "une arme efficace contre la faim". En 2006, Muhammad Yunus se voit attribuer le prix Nobel de la Paix.

Mais, à rebours du miracle annoncé, entre 2006 et 2010, des centaines de femmes se suicident en Inde, victimes des contraintes économiques et sociales du microcrédit. En 2011, Muhammad Yunus est démis de ses fonctions à la Grameen Bank par la Cour Suprême du Bangladesh, suite à des révélations de détournement de fonds… Que se passe-t-il vraiment autour du microcrédit ?

Si le scandale n'a éclaté que tardivement, c'est que pendant plus de 20 ans les principales sources d'information étaient des études élogieuses, et fausses, financées par les officines de microcrédit elles-mêmes ! Des études indépendantes* permettent aujourd'hui de nous faire une idée plus complète du phénomène.

Première caractéristique, à un niveau mondial, 74% des bénéficiaires du microcrédit sont des femmes, 97% au Bangladesh. Pourquoi des femmes ? Nous allons le voir, parce qu'il est plus facile de faire pression sur des femmes pauvres, peu ou pas éduquées, pour obtenir des remboursements par intimidation. Deuxième aspect, le prêt s'appuie sur la formation de groupes (familles élargies) solidairement responsable des remboursements. A l'intimidation des officines de crédit s'ajoute la pression sociale du groupe sur l'emprunteuse qui, à son corps défendant, devient dépositaire de "l'honneur des familles". Il ne faut pas croire que ces femmes soient bénéficiaires du crédit, dans la plupart des cas l'argent est confié à leur mari, à leur fils ou à un homme de la famille. Ainsi, la vulnérabilité de ces femmes est instrumentalisée par les officines de microcrédit, d'où les vagues de suicides de ces femmes persécutées par les agents de remboursement et rejetées par leurs propres familles.

Autre aspect : les taux de remboursement. Selon Yunus, les ONG de microcrédit, n'étant pas censées faire de bénéfice, elles devaient pratiquer des taux assez bas (de 10 à 15 %) pour permettre aux emprunteurs de sortir de la pauvreté et mettre hors jeux les tarifs prohibitifs des usuriers. Or, selon une enquête du *New York Times**, la moyenne mondiale des taux d'intérêt du microcrédit est évaluée à 37 %, mais certaines officines pratiquent des taux supérieurs à 100 % (particulièrement au Nigéria et au Mexique). Ainsi, plutôt que de libérer les pauvres des usuriers qui prêtent à plus de 100 %, le microcrédit fait jeu égal avec eux. Plus encore, le microcrédit offre aux usuriers un nouveau marché : celui des prêts aux femmes qui ne peuvent rembourser leur microcrédit ! Ainsi se crée une spirale de l'endettement : les pauvres empruntent parfois plusieurs microcrédits, l'un pour rembourser l'autre, et en dernier recours, ils s'adressent aux usuriers qui finissent de les étrangler. Autre méthode scandaleuse, les officines de microcrédit retiennent parfois une part des prêts accordés ("pour permettre aux pauvres d'épargner") mais exigent des intérêts sur le montant total des prêts…

Dernier point abordé dans ce court article : les remboursements. Le microcrédit étant censé permettre de créer une activité économique, il serait logique de penser que les emprunteurs puissent disposer d'un peu de temps pour développer leur activité avant de commencer les remboursements. Et bien non, les échéances débutent immédiatement après l'emprunt (selon Yunus, "pour responsabiliser les emprunteuses") et s'échelonnent sur des périodes très courtes, un an au maximum. En 2007, au Bangladesh, après le cyclone Sidr, les emprunteurs victimes de la catastrophe étaient harcelés pour leur remboursement alors même que l'Etat demandait pour eux un moratoire de 6 mois ! Pour assurer ces remboursements, les agents du microcrédit n'hésitent pas à recourir à toutes les formes de violence, d'autant plus faciles à manier qu'elles s'exercent sur des femmes pauvres : dès qu'elles se trouvent en butte aux persécutions, elles ne sont plus protégées par leur entourage qui, par crainte de s'exposer, prend le parti des persécuteurs. Les témoignages recueillis dans les enquêtes menées font état d'insultes, de harcèlement, d'humiliations, de séquestration, de vols de tous leurs biens et de destruction de leur maison. Pour les recouvreurs de créances, toutes ces violences sont justifiées par la pression à la rentabilité qu'ils subissent de leurs employeurs, ceux-ci allant jusqu'à retenir sur les salaires les créances impayées.

En recevant son Prix Nobel, Yunus invitait les grandes entreprises à considérer les populations pauvres comme un immense marché à conquérir ! Le principal résultat du microcrédit est aujourd'hui d'avoir fait entrer plus de 200 millions de pauvres dans l'univers de la consommation à crédit et de l'endettement auprès des banques ! Pour les grandes entreprises et les marchés financiers, la pauvreté est devenue un facteur de richesse. Encore une fois, une initiative prise au bénéfice des plus pauvres, est détournée au profit des plus riches…

Bernard Nadoulek
Article publié sur son site :
http://www.nadoulek.net/Les-hy...

*** Pour approfondir la question, voir aussi:**

1. "Microcrédits mais maxiprofits", The New York Times, par Neil MacFarquhar, 22 avril 2010, repris par Courrier International : http://www.courrierinternational.co…
2. "Les promesses non tenues du microcrédit : nouvelles preuves à charge", 5 novembre 2011, par Stéphanie Jacquemont : http://cadtm.org/Les-promesses-non-…
3. "Microfinance : Mythes et réalité", par Danielle Sabai, 11 janvier 2012, http://daniellesabai.wordpress.com/…

Rencontres et lectures à contre courant

Théorie du Drone

«Oh, la belle cible ! J'essaierais de passer par l'arrière pour la mettre en plein dans le mille.» Ce n'est pas un sniper qui parle depuis un toit d'immeuble, c'est un personnage confortablement installé à la base de Creech, dans le Nevada. Il pilote un drone qui s'apprête à lancer un missile Hellfire sur un groupe suspect en Afghanistan.
Avec le drone armé, entre la gâchette sur laquelle on a le doigt et le canon d'où va sortir le projectile, ce sont des milliers de kilomètres qui s'intercalent. Cette mise à distance fait éclater la notion même de guerre : qu'est-ce qu'un combattant sans combat ? où est le champ de bataille ? et peut-on vraiment parler de guerre quand le risque n'est pas réciproque, quand des groupes humains entiers sont réduits à l'état de cibles potentielles – en attendant de devenir légitimes ?
Dans la guerre à distance, peu importe que ce soient des machines qui tuent des êtres humains : l'essentiel est qu'elles les tuent humainement. Ce livre montre la gravité des questions éthiques, psychologiques, juridiques, que pose cette nouvelle merveille de la technologie militaire.

«Théorie du Drone» est paru aux Editions La Fabrique. 368 pages. 13 euros.

Demain, je reviendrai

Dans une Europe bunkerisée où les 27 ministres de l'Intérieur choisissent Vichy (ça ne s'invente pas !) pour se réunir et débattre « politiques d'intégration et d'asile », des hommes, des femmes, des enfants, vivent cachés ou sont rejetés. Intemporel, délicat et juste, ce carnet d'un jeune homme reconduit aux frontières, imaginé par Karine Epenoy témoigne d'une réalité très actuelle et nous invite à poser notre regard sur l'autre. Les illustrations, réalisées à quatre mains, renforcent le caractère intimiste et tragique du propos. En partenariat avec le collectif Réseau Education Sans Frontières. Les droits d'auteurs seront intégralement reversés à RESF 25.

«Demain, je reviendrai» de Karine Epenoy et Séverine Salomon Blonde est paru aux Editions de l' Atelier du Poisson soluble. 24 pages. 9 euros.

Or noir et Maison Blanche

Membre pendant vingt ans de la division des opérations clandestines de la CIA, Robert Baer nous révèle le pacte terrifiant qui unit les élites économiques et politiques américaines à la famille royale saoudienne.
Réseaux de financement, accords secrets, corruption... Une enquête au cœur d'un système où les enjeux, qui s'élèvent à des milliards de dollars, menacent l'équilibre de la planète.

«***Or noir et Maison Blanche*** – *Comment l'Amérique a vendu son âme pour le pétrole saoudien*» est paru aux Editions Folio Gallimard. 326 pages. 6,60 euros.

D'Algérie et de France

L'auteure interroge des femmes, sur leur propre expérience de déracinement d'un pays natal. Elles se sont trouvées dans l'obligation de quitter leur pays d'origine, l'Algérie, dans la période trouble de la guerre et de l'indépendance en 1962. Immigrées pour des motifs économiques, ou réfugiées, ou tenues de quitter leur pays, ces femmes acceptent de témoigner, souvent avec difficulté –l'une d'elles dit avoir « travaillé sa faculté d'oubli »- des conditions de leur intégration dans un pays qui, c'est le moins qu'on puisse dire, ne leur a pas toujours réservé le meilleur accueil.

Adaptation à une autre vie, équilibre précaire entre deux cultures, hostilité plus ou moins manifeste, désir de s'en sortir, mais aussi parfois lassitude, ont été le lot de la plupart de ces femmes dont Odile GLINEL, biographe familiale, a recueilli les témoignages.

Au-delà de chaque parcours unique, c'est un regard profond sur l'existence que porte l'auteure. ***«D'Algérie et de France – Khamsa, Isabelle et les autres»*** d'Odile Glinel est paru aux Editions Licorne, 80000 AMIENS. Diffusé par l'Harmattan, 75000 Paris. 16 euros.

Où sont passés les intellectuels ?

Pourquoi les intellectuels engagés ont-ils disparu et laissé la place à des personnages médiatiques omniprésents ou à des «experts» proches du pouvoir en place, de Bernard-Henri Lévy à Bernard Kouchner ou Alain Minc ? La figure de l'intellectuel critique, incarnée de façon exemplaire par Jean-Paul Sartre, celle d'un personnage indépendant financièrement, s'affirmant contre le pouvoir établi et défendant les opprimés, a traversé le XXe siècle, de l'affaire Dreyfus jusqu'à la mort de Sartre en 1980. Ce siècle, qui se clôt avec la chute du mur de Berlin et de l'URSS, débouche-t-il sur la fin des intellectuels ? Enzo Traverso préfère parler d'une éclipse des intellectuels. Agamben, Rancière, Badiou ou Zizek sont bien des figures majeures de la pensée critique actuelle, véritables "stars des campus". Mais ils restent largement ignorés du grand public. Pourquoi ? Cela entre autres par la structure des médias dominants, soumis aux lois du marché et proches des lieux de pouvoir. Il y voit aussi la conséquence d'une logique, partagée à droite comme à gauche, qui postule l'équivalence entre nazisme et communisme. Résultat : aux utopies révolutionnaires ont succédé des idéologies molles, comme la mémoire historique sacralisée, l'humanitarisme et l'écologisme dépolitisés, ou encore la compassion pour les victimes. Les nouveaux mouvements sociaux, comme les "indignés", Occupy Wall Street ou les révolutions arabes, seraient donc caractérisés par leur apolitisme.

«Où sont passés les intellectuels ?» D'Enzo Traverso est paru aux Editions Textuel. 112 pages. 17 euros.

On s'en câlisse

Qu'est-ce qui fait qu'un mouvement « prend » ? Voilà la question à laquelle le collectif de débrayage tente d'apporter des éléments de réponse, à partir du cas de figure de la grève étudiante au Québec. *«La loi spéciale, on s'en câlisse»*, pouvait-on entendre à Montréal entre deux coups de casseroles ou pendant des centaines de manifs nocturnes. Le récit de ce mouvement qui aura duré plus de 6 mois, allongé par une loi d'exception qui n'a suscité que dérision et défiance, est interprété dans cet essai à l'aune des caractères culturels et politiques spécifiques du Québec, mais également des techniques les plus récentes à la fois de la police et des protestataires. Alors que le discours officiel montre les étudiants comme vainqueurs, parce qu'ils auraient suscité l'élection d'un parti qui a finalement aboli la loi spéciale et la hausse des frais de scolarité qui avait causé la grève, l'histoire se complique à la lecture de ce livre. Une grève est-elle vraiment faite pour gagner, alors que cette victoire est toujours prononcée au moment où la grève prend fin ? Devrions-nous plutôt faire l'hypothèse que la façon dont la grève peut «faire l'Histoire» se trouve dans sa manière de la défaire ? ***«On s'en câlisse»*** veut raconter la nouveauté de ce mouvement du point de vue des minorités actives qui l'ont animé.

«On s'en câlisse» par le collectif de débrayage est paru aux Editions Entremonde. 228 pages. 16 euros.

A nos lectrices et lecteurs

Après la Libération, la libre circulation des idées paraissait essentielle pour éviter de nouvelles horreurs. C'est ainsi que - inspirées du programme du CNR - des dispositions ont été prises pour favoriser la diffusion de la presse écrite. La Poste - qui était alors un Service Public - devait apporter sa contribution en acceptant de distribuer les journaux à un tarif inférieur au coût réel.

Cela fait maintenant une vingtaine d'années que "socialistes" et libéraux s'ingénient à détruire ce dispositif qui a le tort à leurs yeux d'entraver la recherche de profit et donc de retarder la privatisation de la Poste. Résultat: des milliers de petites revues comme la nôtre ont disparu, victimes de contraintes financières et matérielles de plus en plus lourdes. La Poste - qui n'est plus un service public - nous impose une nouvelle contrainte qui nous amène à ne plus insérer l'encart qui nous permettait d'alerter lectrices et lecteurs en fin d'abonnement ou de prospection. Mais on s'accroche ! Et...

...Nous faisons appel à votre vigilance et nous vous demandons d'observer le rabat de l'étiquette autocollante ci-dessous à gauche :

Si un gros point rouge apparaît à gauche de ce texte sur le rabat de l'étiquette/adresse autocollante, (ré) abonnez-vous !

Pour se (ré)abonner, vous pouvez utiliser le bulletin imprimé en haut, à droite, de cette page (ou l'imprimer à partir du site internet).

Vous pouvez aussi le faire sur papier libre; **c'est plus pratique pour nous fournir aussi - si vous le pouvez - nom(s) et adresse(s) de personne(s) qui pourrai(en)t être intéressée(s) par ACC** que nous leur enverrons en prospection, avec mention de votre nom (c'est un des rares moyens dont nous disposons pour susciter de nouveaux abonnements et... survivre !).

Nous proposons plusieurs formules :

- **Le (ré)abonnement simple: 10 €** (un an pour 10 n°)
- **Le (ré)abonnement de soutien** (un an pour 10 n°) : **15 €, 20 €, ou plus - si vous le pouvez - en soutien**.
- **Le (ré)abonnement/diffusion : 20 €** (4 exemplaires par numéro, sur un an, expédiés à votre adresse).
- **Le (ré)abonnement/parrainage : 15 €** (votre (ré) abonnement + un (ré)abonnement pour une personne de votre choix dont vous nous indiquez l'adresse).

Chèque à l'ordre d' "*A Contre Courant*", avec nom(s) et adresse(s) sont à envoyer à : **A CONTRE COURANT BP 12123 68060 MULHOUSE cedex 2**

- Vous pouvez aussi vous (ré)abonner avec paiement Paypal sur notre site (voir références ci-contre).

COMITE DE REALISATION

L. DALSTEIN / G. DENEUX / J. FORTCHANTRE
O. MANGEOT / B. MARION / B. SCHAEFFER / A. ET D. WALTER

BULLETIN DE (RE)ABONNEMENT

* * *

Abonnement 10 numéros (1 an)

- ☐ SIMPLE . . . . . 10 Euros
- ☐ de SOUTIEN . . . . . Euros
- ☐ Faibles ressources (selon possibilités) . .

(Chèque à l'ordre de: "**A Contre Courant**")

NOM_____

Prénom_____

Adresse_____

_____

_____

CPPAP n° 0218 G 87630 | Dispensé de timbrage | Mulhouse - PIC

A CONTRE COURANT
(service abonnements)
BP 12123
68060 MULHOUSE cedex 2

Déposé le 27/06/2013

PRESSE DISTRIBUÉE PAR LA POSTE

Sommaire

Page 1 ..... Edito : Entre fanfaronnade et crainte
Page 2 à 5 ..... Déliquescence de l'ordo-libéralisme allemand et césarisme européen
Page 5 ..... Violences fascistes : ils ne frappent pas au hasard !
Page 6 à 8 ..... Manifeste de l'alter sommet d'Athènes des 7 et 8 juin 2013
Page 9 à 11 .. La Grèce est à terre. Les vautours la dépècent
Page 12 et 13 ..... Et en plus, ils ne savent pas compter !
Page 14 ..... Les hyènes du microcrédit
Page 15 ..... Rencontres et Lectures
Page 16 ..... A nos lectrices et lecteurs

ACC dispose d'un Fax au 03 89 46 29 79 (Pour le 68)
et au 03 25 05 57 57 (Pour le 52)
ACC sur internet : http://www.acontrecourant.org
Courriel : courrier@acontrecourant.org
Impression et Direction de publication :
JEAN FORTCHANTRE 1 rue Victor Hugo
52100 BETTANCOURT-LA-FERREE